

Col·lecció Missatges, 37

L'Europe à bout de souffle?



Jordi Pujol

Président du Gouvernement catalan

Institut d'Études Politiques de Paris

22 octobre 2003



Generalitat de Catalunya

Gouvernement catalan

Biblioteca de Catalunya. Dades CIP:

Pujol, Jordi

L'Europe à bout de souffle? : Institut d'études politiques de Paris,
22 octobre 2003. – (Missatges ; 37)

ISBN 84-393-6329-X

I. Catalunya. Generalitat II. Université de Paris. Institut d'études
politiques III. Títol IV. Col·lecció: Missatges ; 37

1. Europa
32(4)(042)

© Generalitat de Catalunya
Departament de la Presidència

1^{ère} édition: novembre 2003

ISBN: 84-393-6329-X

Dépôt légal: B-45.778-2003

Design et production: Entitat Autònoma del Diari Oficial i de Publicacions
Impression: GRINVER, SA

L'Europe à bout de souffle?

Institut d'Études Politiques de Paris

22 octobre 2003

Il sera peut-être utile que, d'emblée, je me présente. Je dois vous dire que je me sens catalan avant tout et que j'ai lutté toute ma vie pour que mon pays, la Catalogne, soit reconnu comme ce qu'il est, c'est-à-dire, une nation au sein de l'Espagne. Nous n'avons pas remis en question l'unité de l'Espagne mais nous avons demandé qu'elle soit structurée conformément à son caractère plurinational. Par ailleurs, j'ai contribué de mon mieux au progrès démocratique, économique et social de l'Espagne ; et notre contribution a souvent été très importante, parfois même décisive. Dans l'ensemble, nous avons toujours représenté une garantie de la stabilité et de la gouvernabilité, deux éléments nécessaires, en premier lieu, pour réussir la transition démocratique et, en deuxième lieu, à donner une continuité à la politique de progrès général qui s'est produite en Espagne et d'intégration en Europe. Et, aussi, à rendre possible la création de l'État des Autonomies et la reconnaissance de la personnalité de la Catalogne.

Toutefois, j'inscris tout ceci dans un cadre plus vaste, l'Europe, qui, pour moi, n'est pas seulement une superstructure, mais un sentiment d'identité très fort. Je suis européeniste depuis ma jeunesse, quand il était très difficile de l'être en Espagne, et non seulement à travers le mélange d'idéalisme et de pragmatisme de Schu-

mann, d'Adenauer, de De Gasperi et de Jean Monnet, mais aussi à travers l'utopisme de Coudenhove-Kalergi et son livre de 1923 intitulé *PanEuropa. Vers les États Unis d'Europe*.

Je vous dis tout ceci pour que vous compreniez mon attitude mentale et même mon sentiment, ainsi que mon orientation politique. C'est précisément parce que je suis européiste que je fais tout mon possible pour que l'Europe réfléchisse sans complaisance sur elle-même et sur son rôle dans le monde. À tel point que ma première idée pour la conférence n'était pas « Points forts et points faibles de l'Europe », un sujet assez bateau, mais une question : « L'Europe, est-elle en décadence ? ». Un titre teinté de provocation en fait. Mais je n'ai pas posé cette question car, après tout ce qui a été dit sur la nouvelle et la vieille Europe – si peu approprié –, je ne veux pas reprendre d'emblée un argument ou une expression qui pourrait s'en rapprocher. Mais aussi parce que certains en Europe cultivent systématiquement et avec suffisance la thèse de la décadence européenne.

Je n'adhère pas à ce parti pris mais je m'interroge. Et tous les Européens en général doivent s'interroger. Évidemment, dans mon cas, si après avoir analysé la question à fond, nous arrivions à la conclusion qu'il y a effectivement en Europe des facteurs de décadence, je vous avance d'ores et déjà que ma réponse serait de réagir, dans la mesure de mes possibilités, et de ne pas l'accepter avec résignation.



Pour commencer, je tiens à affirmer catégoriquement quelque chose : depuis 1945, l'Europe – surtout

à travers l'Union Européenne – a vécu une histoire de succès. Nous étions un continent divisé et ruiné ; avec des démocraties récemment instaurées en Allemagne et en Italie ; avec des dictatures au Portugal, en Espagne et en Grèce. Un continent qui traînait derrière lui une histoire négative de lutte interne. Un continent dont de nombreux pays étaient sous le joug totalitaire militaire et politique de l'Union Soviétique. Un continent qui avait perdu son influence dans le monde. Et, de là, nous sommes parvenus à être le premier marché du monde et à une forte intégration des économies nationales. Nous avons connu une formidable croissance économique qui nous a permis de réduire notablement le grand déséquilibre économique existant entre l'Europe et les États-Unis après la guerre. Et ceci nous a permis de créer un état-providence très avancé.

Je pense sans arrogance que nous pouvons dire que l'Europe possède aujourd'hui le meilleur système social, économique et politique du monde. C'est celui qui associe le mieux toute une série de facteurs positifs (bien entendu, les États-unis ou l'Asie nous dépasse dans certains aspects mais notre système est, dans l'ensemble, le plus équilibré, le plus juste et le plus harmonieux). Des facteurs tels que la création de richesse, la distribution de cette richesse, la sécurité sociale, le respect de l'environnement, la protection des minorités et l'application des droits de l'Homme, l'égalité des genres, etc. Tout ceci sans parler de la peine de mort ou du système pénitentiaire. Et, bien qu'elle fasse moins que ce qu'elle devrait, l'Europe se préoccupe même davantage des pays du Tiers Monde que les autres continents. En fait, la plupart des pays non européens veulent être comme l'Europe. Ils estiment le modèle européen plus que tout autre.

Après ce que je viens de vous dire, vous comprendrez ma critique des approches regroupées sous la devise « Une autre Europe est possible ». Il s'agit de mouvements plus ou moins reliés aux protestations contre la mondialisation. Mais je ne vais pas rentrer dans la polémique altermondialiste. Simplement, en parlant de l'Europe, je me demande : quelle est l'autre Europe possible ? Bien entendu, l'Europe doit changer certains de ses aspects. Et, à mon avis, elle doit le faire car sinon elle ne pourra pas conserver, et encore moins améliorer, le modèle qui est le sien. Mais je me méfie énormément de ceux qui veulent une autre Europe sans me dire comment ils la veulent ou me donner d'indications sur sa viabilité. Et je me méfie davantage d'eux quand je trouve dans leurs discours confus de nombreuses contradictions.

À cette histoire de succès de l'UE sont venues s'ajouter récemment trois initiatives qui ne sont pas possibles qu'à partir des succès consolidés précédemment : l'euro, l'élargissement et la proposition d'une Constitution européenne. L'euro a eu des effets très bénéfiques pour toute l'UE, en particulier pour certains pays, comme l'Espagne, bien qu'il n'ait pas empêché une certaine stagnation de l'économie européenne. L'élargissement à 25 états, puis à 27, comportera sûrement des problèmes pour les nouveaux membres et pour les anciens. Mais il représente une augmentation notable de la population et du territoire, ainsi qu'un potentiel de croissance important. Il consolidera l'Union Européenne en tant que premier marché mondial. Et l'élargissement territorial (celui qui aura lieu l'année prochaine, puis qui continuera avec la Roumanie et la Bulgarie), qui permettra l'accès à la Mer Noire, augmentera la valeur géopolitique de l'Union. Mais il démontre surtout que l'UE

est capable d'assumer le défi de sa responsabilité historique. Une responsabilité qu'elle ne pouvait éluder. Nous ne savons pas comment sera finalement le projet de Constitution, mais il était impensable il n'y a pas si longtemps encore de pouvoir disposer d'une telle proposition. En tant que catalan, je dois dire que le projet de la Convention me déçoit dans certains de ses aspects qui sont très importants pour nous mais, globalement, le projet représente un grand progrès vers l'intégration.

C'est-à-dire qu'aucun de ces trois faits n'est parachevé mais ils soulignent un dynamisme et une capacité d'initiative formidables. Ils contribuent à consolider l'histoire de succès de l'UE.

Il y a d'autres succès, notamment dans le domaine économique. La fusion récente entre Air France et KLM est un autre exemple de cette vitalité comme l'a été, il y a quelques années, le fait qu'Airbus ait dépassé largement Boeing dans le domaine de l'aviation commerciale ; ou la puissance supérieure de la téléphonie portable européenne par rapport à l'américaine. Ce ne sont que quelques-uns des nombreux exemples que nous pourrions citer.



Pourquoi parlons-nous alors de points forts et faibles ? Pourquoi un patriote européen comme moi entreprend-il cette réflexion avec une certaine touche d'angoisse ? Pourquoi est-ce que je me demande si nous devons changer quelque chose ou pas aux idées élémentaires et aux valeurs principales qui inspirent l'action politique, sociale et économique européenne ?

Personnellement, je plonge dans cette réflexion car je pense qu'il y a en Europe des signes de stagnation dangereuse et certains mécanismes mentaux grippés. C'est une réflexion qui ne peut pas se produire seulement dans le domaine de la pratique politique ou économique, mais aussi dans celui des idées.

Il existe un premier point faible, extrêmement grave : la démographie. À l'exception de la France (et des pays scandinaves en partie), aucun pays européen ne s'est penché sérieusement au cours des 40-50 dernières années sur ce problème. La frivolité avec laquelle cette question a été abordée, en général, en Europe est frappant. Dans certains pays même – en Espagne par exemple – quiconque en parlait était qualifié de réactionnaire, ce qui, en partie, pourrait être envisagé comme une réaction provoquée par la rhétorique nataliste – plus rhétorique, je souligne, que politique – du franquisme ou, en général, des dictatures européennes. Mais c'est tout de même une réaction erronée et peu rationnelle car il est évident que la démographie est en fin de compte déterminante. Elle l'est pour le nombre d'habitants et pour la pyramide des âges. Une société vieillissante a du mal à réagir. Elle possède peu de dynamisme.

Je vais vous ennuyer avec quelques chiffres. Ils sont nécessaires pour se rendre compte de la gravité du problème. En 1950, l'Europe, la Russie comprise (c'est-à-dire l'Union Soviétique à cette époque), avait 545 millions d'habitants et représentait 21,2% de la population mondiale. En 2000, elle atteignait 707 millions et 12%. Et la prévision pour 2050 est de 603 millions et 6,4% (à moins qu'une forte réaction de la natalité se produise et sans compter l'immigration qui peut évidemment

modifier sensiblement ce dernier chiffre). Ces mêmes données appliquées à l'Asie sont 1,399 milliards et 55% en 1950; 3,672 milliards et 60,6% en 2000, 5,425 milliards et 58,2% en 2050. Pour les États-Unis et le Canada, ce sont 172 millions et 6,8%, 314 et 5,2% et 438 et 4,7%. L'Amérique Latine, quant à elle, augmente ses chiffres absolus mais perd en pourcentage (9,2% en 2050) et l'Afrique augmente dans les deux aspects (21,1% en 2050).

C'est-à-dire que l'Europe serait le seul continent à chuter non seulement en pourcentage mais aussi – et beaucoup – en chiffres absolus. Et c'est ça le plus grave.

J'insiste : tout ceci sans compter l'immigration et le fait qu'une réaction éventuelle de la natalité est très lente. Ses résultats sont à long terme. Malgré tout, il faut tenter cette réaction car le fait d'essayer et qu'il y ait une certaine augmentation de la natalité est un signe de confiance et de dynamisme. Cela rajeunit l'esprit.

Je reviendrai plus tard sur l'immigration.

Un deuxième point à analyser – bien que moins grave et plus réversible que la démographie – est la relative stagnation économique européenne par rapport aux États-Unis et à l'Asie. L'économie est le domaine où se produit le moins d'écart entre les États-Unis et l'Europe et, malgré ses progrès spectaculaires, l'Asie est encore loin derrière nous. Comme je l'ai dit, nous sommes le premier marché du monde. Mais l'idée que l'Europe pourrait remplacer l'Amérique dans son rôle de locomotive s'est avérée erronée. Peut-être n'est-ce que pour le moment, mais certains aspects de l'économie européenne permettent de qu'il pourrait en être ainsi pendant longtemps encore. C'est peut-être une question de structure.

Permettez-moi d'insister sur certains de ces points et de le faire en employant des arguments provenant de personnes qui ne peuvent pas être soupçonnées d'américanisme. Permettez-moi de citer, par exemple, le commissaire Solbes qui disait récemment : « L'Europe croît moins que les États-Unis parce que les américains travaillent un plus grand nombre d'heures par jour, de jours par an et d'années au cours de leur vie ». Et c'est ce que dit aussi Wolfgang Clement, ministre allemand de l'Économie et de l'Emploi. Permettez-moi également de citer l'argument d'un démographe français, Michel Godet, qui dit : « En économie, on appelle cela la règle du 3,2,1. À savoir, 3% de croissance pour les USA, 2% pour l'Europe et 1% pour le Japon. Fait majeur : la moitié de l'écart constaté provient du facteur démographique et ce décalage démographique va se creuser. » Une fois de plus, le facteur démographique est important.

Le développement technologique supérieur des États-Unis est un autre point à considérer. En réalité, le facteur R&D européen est fort dans son ensemble mais les Américains peuvent ajouter la recherche militaire à la R&D d'application industrielle, agricole, etc. et à l'ensemble de la recherche, disons, civile. Et sur ce point, l'écart est immense et croissant. Et vous savez bien que la recherche militaire a des retombées importantes sur le domaine civil. Je reviendrai plus tard sur la recherche militaire.

On dit également que la capacité des États-Unis à attirer des cerveaux est largement supérieure à l'euro-péenne. C'est vrai et il s'agit d'un bon actif des USA bien que plusieurs paramètres habituels montrent que, dans de nombreux domaines, le niveau de recherche européen n'est pas inférieur à celui de l'Amérique du Nord.

Mais en fait notre recherche se soucie plus d'elle-même que de trouver des solutions générant de la richesse. C'est-à-dire que la proportionnalité entre la génération de connaissances et leur application sociale est plus faible en Europe.

L'Union Européenne doit se pencher sur cette question et elle doit commencer à le faire à travers le processus de Bologne pour la création d'un espace universitaire unique. Mais ce processus, très focalisé sur l'initiative publique et sur l'enseignement, n'a pas assez pris en compte que l'Europe ne fera pas le bond définitif en matière de R&D tant que le secteur privé européen ne se sentira pas suffisamment motivé pour s'impliquer davantage dans la recherche dans les secteurs plus dynamiques au point de vue technologique et scientifique. C'est-à-dire que la supériorité des États-Unis réside en grande partie dans le dynamisme de leurs entreprises, ainsi que dans un facteur idéologique dont je parlerai plus tard.

Pour toutes ces questions, il ne faut pas limiter les comparaisons aux États-Unis et à l'UE. Il ne faut pas oublier l'Asie qui connaîtra un fort développement démographique et économique. Un développement qui peut avoir des effets positifs pour l'Europe, car nous y trouverons de nouveaux marchés et où l'atout de la délocalisation peut jouer un rôle important, mais qui peut aussi coincer l'Europe entre les USA et l'Asie. L'Asie est en train de devenir la grande usine du monde au point que l'extraordinaire activité chinoise provoque un échange de marchandises si intense qu'elle a suffi à réactiver, – comme l'indiquait, il y a quelques jours, le président d'Hapag Lloyd –, les affaires mondiales du commerce maritime.

Et il est utile de rappeler que quatre des dix villes produisant le plus grand nombre de recherches scientifiques sont asiatiques (Tokyo, Pékin, Osaka et Séoul).



L'analyse des points forts et faibles de l'UE nous oblige à étudier l'état-providence. C'est l'un des éléments qui font que le modèle européen présente le plus de qualité. C'est une spécificité européenne. Une bonne spécificité qui nous apporte cohésion, sécurité, équité et qualité de vie. La défendre est donc une priorité absolue.

Il est donc particulièrement inquiétant que notre croissance économique ne soit pas plus forte. Puisque la spécificité européenne est, par vocation, la plus chère (et la plus sociale), notre économie devrait être plus compétitive que les autres (notamment que l'américaine). Mais elle ne l'est pas. Ceci représente une grande menace.

Il faut dire que, au sein même de l'Europe, certains pays semblent être capables de surmonter cette menace. En particulier les pays scandinaves qui, pour beaucoup, ont été un modèle à suivre jusqu'aux années 70, qui ont perdu ensuite leur qualité de point de référence mais qui, récemment font à nouveau l'objet d'une attention particulière: parce qu'ils continuent à croître du point de vue économique sur une base stable, parce qu'ils ont réformé et rationalisé, du moins en partie, leur état-providence et parce qu'il y subsiste une excellente collaboration entre le patronat et les syndicats avec la médiation efficace du gouvernement lorsque cela est nécessaire. Il s'y produit un débat social intense.

Ces pays doivent être à nouveau étudiés, bien que nous connaissions d'avance l'une des conclusions : il est impossible de maintenir, et encore plus d'améliorer, notre état-providence sans créer davantage de richesse (et sans davantage de compétitivité). Créer davantage de richesse aussi pour que l'augmentation indispensable des recettes des impôts ne provienne pas, en grande partie au moins, d'une plus forte pression fiscale.

Le sommet européen de Lisbonne de mars 2001 a signalé le chemin à suivre avec sa proposition pour que l'économie européenne devienne la plus compétitive du monde en 2010. Une proposition ratifiée à Barcelone en mars 2002. Elle tablait sur la formation, les nouvelles technologies, les réformes structurelles, davantage de cohésion sociale. Mais, malheureusement, nous avons peu progressé sur ce chemin. La stagnation de la zone euro en est la preuve. C'est un fait grave à court terme mais les conséquences à moyen et à long terme sont plus inquiétantes car nous ne sommes pas en train de poser les bases d'une croissance forte et soutenue.



Toutefois, nos problèmes n'ont pas seulement une origine technique, économique ou politique dans le sens superficiel du mot. C'est aussi une question d'idéologie et de valeurs.

Par exemple, l'état-providence se fonde sur des valeurs. Tout comme la démocratie, dans le sens où nous l'envisageons. Ces valeurs sont très focalisées sur la personne ; elles débouchent ainsi sur une attitude d'attention et de respect des personnes et de leur promotion, et, donc, sur la démocratie, la justice sociale et la so-

lidarité. Des valeurs qui comportent aussi le droit à la sécurité face aux risques de la vie (chômage, maladie, vieillesse ou simplement malheurs). Et des valeurs aussi telles que le sens du bien commun et de l'intérêt général. Tout ceci dans le cadre d'un produit historique au sein duquel les identités jouent un rôle majeur.

Certaines de ces valeurs n'appartiennent pas seulement à l'Europe. Un grand nombre de ces valeurs sont également des valeurs américaines mais elles sont vécues avec différentes intensités en Europe et aux USA. Et avec des résultats qui ne sont pas identiques.

Ce sont ces valeurs qui font la force de l'Europe. Nous devons donc voir avec quelle intensité nous les vivons ; nous demander si ce sont actuellement des valeurs actives, motrices ou si elles ont perdu de la force ou se sont déformées.

Pour le moment, nous pouvons dire qu'une évolution s'est produite, fruit, en grande partie, du succès européen mais qui présente tout de même des aspects négatifs. Une évolution qui a été décrite en prêtant une attention particulière au cas de l'Allemagne mais qui, avec quelques nuances, a été générale.

Après 1945, l'Allemagne a vécu ce que nous pourrions dénommer une éthique de la reconstruction. Redresser un pays effondré et humilié, refaire les infrastructures détruites et les logements, créer de la richesse. Pour ce faire, les Allemands (et plus ou moins tous les Européens) ont fait appel à l'éthique de la reconstruction. Une éthique très positive et résolue. Un appel constant au bien commun. Par la suite, quand ils ont reconstruit le pays, quand ils étaient à nouveau riches même, ils ont adopté l'éthique de la distribution. Ils ont pensé : « Nous sommes riches, il est juste que tout le monde profite de cette ri-

chese ». C'était aussi une éthique très positive. C'était un puissant moteur collectif. Mais après avoir achevé la distribution – du moins dans le sens où la plupart de la population allemande disposait d'un bon niveau de vie, d'une forte sécurité sociale et de nombreuses possibilités – quelle a été la nouvelle éthique de la société allemande ? Un mélange d'individualisme et de réclamation constante de davantage de bien-être et, surtout, de sécurité sociale. Et de davantage d'individualisme. Mais aussi d'un concept qu'un mot italien difficile à traduire définit très bien : « *insofferenza* », c'est-à-dire, de n'avoir rien à « *subir* », pas un seul contre-temps, pas une seule limitation, pas un seul dérangement. Tout ceci a conduit à un degré élevé d'abandon de la conscience du bien commun. « *Vom Gemeinwohl spricht keiner mehr* », dit et répète Helmut Schmidt, et il a raison. En Allemagne et, en grande partie, dans de nombreux pays d'Europe.

C'est une éthique que nous pourrions également dénommer éthique de l'exigence. De l'exigence toujours insatisfaite.

Il s'agit indéniablement d'une éthique peu productive, peu ambitieuse, peu créative. Où il y a peu confiance en soi. C'est pourquoi Helmut Schmidt regrettait qu'il n'y eût pas en Europe suffisamment de *Selbstvertrauen* (confiance en soi) ni de *Risikobereitschaft* (disponibilité au risque).

Tout ceci n'est pas seulement une question de politique. Ce sont des valeurs. Il s'agit des attitudes, une éthique et, en fin de compte, d'une idéologie.



Il existe un autre domaine où l'idéologie et les valeurs ont une influence : celui de la technologie, la re-

cherche, l'innovation. L'Europe peut rivaliser avec les USA et avec le Japon dans de nombreux domaines. Mais non pas dans d'autres qui, je le souligne, sont très importants, extrêmement importants et très influencés par l'idéologie : celui de la défense et celui de la génétique. La recherche dans ces deux secteurs conditionne fortement le niveau de progrès scientifique et technologique.

J'ai déjà parlé de l'importance de la recherche militaire. Il s'agit d'un domaine dans lequel l'Europe ne peut pas, d'une part, entrer par manque d'unité politique. Mais, d'autre part, elle ne veut pas y entrer. D'une part, elle ne peut pas y entrer parce qu'elle est faible et, d'autre part, elle ne veut pas y entrer pour une question de pacifisme et en raison du rôle qu'elle pense devoir jouer, politiquement et éthiquement, dans le monde. Dans cette salle, il y a probablement des personnes qui sont d'accord avec cette façon de voir les choses. Dans cette salle et dans toute l'Europe. Et il faut en tenir compte. Donc, nous devrions peut-être accepter ce handicap. Mais si nous l'acceptons, nous devons en être conscients et tenter d'y remédier par d'autres moyens. Quoiqu'il en soit, ce handicap pourrait être moins fort si les budgets que les différents pays européens consacrent à la recherche militaire étaient rassemblés dans des programmes communs et bien coordonnés.

Mais je trouve que la réserve face à la génétique est encore plus frappante. Plus significative. Et, sur ce point, il y a une opposition des Églises à certaines questions, bien que pas seulement des Églises, ce qui ne doit pas nous surprendre puisqu'il s'agit de questions d'une grande profondeur morale. Par contre, ce qui surprend da-

vantage, c'est l'opposition à d'autres développements scientifiques qui, jusqu'à présent, semblaient plus neutres. Un exemple montre ce que je veux dire : celui des aliments transgéniques qui est, à mon avis, emblématique. Vingt-quatre prix Nobel et 3041 scientifiques du monde entier ont signé récemment un document affirmant que les aliments transgéniques ne nuisent pas à la santé. Ce document n'était pas nécessaire car, en réalité, nous le savions depuis longtemps mais il renforce la thèse. Cependant, il subsiste malgré tout une forte opposition politique et sociale. Je pourrais comprendre que nous nous opposions aux aliments transgéniques pour des raisons économiques ou de brevets afin d'éviter une supériorité américaine dangereuse pour l'agriculture européenne. Et c'est peut-être vrai en fait. Depuis plus ou moins longtemps, nous nous sommes tous inscrits au protectionnisme agricole européen, moi aussi. De manière hypocrite car nous sommes en contradiction avec certains autres discours que nous tenons. Donc, ceci ne me scandaliserait pas. Ce qui m'inquiète, c'est que nous le faisons avec des arguments qui freinent ou annulent notre capacité de recherche. Et cela m'inquiète aussi car cet exemple – il y en a d'autres – démontre, comme je le disais tout à l'heure, ce dont se plaint H. Schmidt: le manque de « Risikobereitschaft », de disponibilité au risque. Et ceci freine indéniablement le progrès.

Une dernière observation sur cette question : j'ai dû chercher le manifeste des 24 prix Nobel et des 3041 scientifiques dans le web d'une revue scientifique. Je ne l'ai pas trouvé dans la presse quotidienne. En France en particulier, j'ai vu certains articles très objectifs sur cette question (notamment à partir des dernières dé-

cisions de la Commission Européenne) mais les opinions sur ce thème que le lecteur français reçoit le plus souvent sont, de loin, celles de José Bové. Et la France n'est pas une exception.



Nous ne pouvons pas faire une réflexion sur l'Europe sans aborder la question de l'immigration. Certains y voient la solution au problème démographique avec tout ce qui en découle en matière de main d'œuvre, de paiement des retraites dans le futur et même d'augmentation de la natalité.

Il est évident que la chute de la population ne pourra pas être palliée à court terme par le biais simplement d'une politique favorisant la natalité. Certains pays ont essayé de le faire – la France a toujours essayé et, dernièrement, les pays scandinaves. Mais ces processus sont lents. La réaction de la natalité doit être stimulée au moyen d'une politique sur la famille intense – comme le font ces pays – car le fait d'avoir davantage d'enfants n'est pas seulement une question de quantité mais aussi de qualité. Un fait qui indique confiance et dynamisme. Quand un couple d'un certain âge a un enfant, sa mentalité change. Il rajeunit. Il repense en termes de futur et non plus seulement de retraite. Et ce qui se produit au sein d'un couple se produit aussi dans un pays.

Au cours des deux prochaines décennies au moins, l'immigration sera l'un de problèmes les plus graves de l'Europe, le plus grave peut-être. Et ce, en raison de des implications sociales et économiques et même strictement humaines qu'il comporte. Mais aussi identitaires.

Que souhaite être l'Europe du point culturel et de sa propre identité ?

C'est une question dont trop de monde parle avec peur ; certains par peur de l'inconnu et d'autrui, d'autres par peur d'être considérés peu progressistes. De plus, il y a dans certains secteurs une sorte d'angélisme. Un angélisme qui s'écroule quand il entre en contact avec la réalité et qui oblige les politiciens des gouvernements de gauche – depuis le ministre de l'Intérieur allemand Schilly jusqu'au gouvernement de Blair et même le gouvernement suédois – à prendre des positions plus exigeantes par rapport à l'immigration.

Pourquoi l'Europe a-t-elle si peur de parler d'elle-même ? De ses frontières (j'y reviendrai plus tard), de son identité, de son rôle dans le monde ? À en parler et à agir de manière conséquente (agir de manière conséquente signifie contribuer davantage au développement des pays d'origine des immigrés).

Quoiqu'il en soit, l'immigration continuera. Et l'Europe doit être un bon lieu d'accueil mais aussi d'intégration. L'Europe a-t-elle la capacité d'intégrer 50, 60 ou 70 millions d'immigrés tandis que sa propre population se réduit ? L'expérience des USA, sans doute positive, peut-elle se reproduire en Europe ? Il faut dire que les États-Unis associent une grande capacité d'intégration et une natalité assez élevée en présentant, en général, un grand dynamisme.

J'ai été impressionné par ce que j'ai entendu dire à Jean Daniel (et que j'ai lu plus tard). Le futur de l'identité française le préoccupait. Personnellement, je ne pense pas que ce futur soit menacé mais il exprimait une certaine crainte. Et il regrettait que quatre instruments classiques de l'intégration française aient disparu

ou se soient beaucoup affaiblis dernièrement : l'armée, l'Église, le syndicalisme et l'école. J'insiste : l'identité française et l'euro-péenne sont trop importantes, elles ont un trop grand poids historique et culturel, elles sont trop puissantes pour être menacées. Mais elles pourraient perdre de la consistance et de la cohérence. Avec une perte de force interne mais aussi en tant qu'acteur de la scène mondiale.

Permettez-moi d'expliquer un scénario possible qu'un prestigieux professeur catalan vient de décrire. Ce n'est pas le seul possible, il y en a qui sont meilleurs. Mais celui-ci est possible étant donné l'évolution actuelle. Imaginez à moyen terme un Monde où les USA seraient hégémoniques du point de vue militaire, technologique et financier, où l'Asie serait la fabrique du Monde et l'Europe un continent plein de retraités soignés par des subsahariens qui payeraient leurs pensions. C'est une hypothèse provocatrice, expressément provocatrice, qu'il faut absolument éviter, mais pas impossible.



Je tente de faire comprendre que l'Europe a besoin de réfléchir profondément, ce qu'elle n'a pas fait, sur un grand nombre de sujets – depuis l'état-providence jusqu'aux aliments transgéniques ou l'immigration.

J'insiste : l'Europe a besoin de réfléchir en profondeur. Jusqu'à présent, elle s'est limitée à une réflexion technique, technique institutionnelle ou technique économique. Elle a réfléchi sur les problèmes économiques et sociaux du quotidien. Ceci est aussi nécessaire mais insuffisant. Il y a quelques jours, à l'occasion du Forum

germano-espagnol de Berlin, le chancelier Schröder disait textuellement : « *Europa braucht eine neue Definition seiner Rolle in der Welt* ». L'Europe a besoin d'une nouvelle définition de son rôle dans le monde. Il ne fait doute qu'il en est ainsi.

Par exemple, il est surprenant de constater que l'Europe n'a pensé au problème de ses frontières que très récemment. La Turquie entrera probablement dans l'UE par inertie, sans que beaucoup soient convaincus que c'est bon pour l'Europe, et, en grande partie, suite à une forte pression américaine. Et alors, quelle est le rapport à établir avec tous les pays frontaliers de l'UE, depuis Murmansk en Russie jusqu'au Maroc ? La réflexion sur la Wider Europe, l'Europe plus large, a commencé depuis peu, ainsi que sur ce qu'on appelle le Neighbourhood, c'est à dire, le voisinage.

Par ailleurs, le conflit d'Irak a également démontré que la réflexion intellectuelle européenne sur la relation entre l'Europe et les États-Unis est insuffisante. Le très grand nombre d'études du *think tanks* américaines a contrasté avec le manque de travaux européens, dont la plupart sont français au fait. Il est bon de le dire ici, aux Sciences Po de Paris.

Cette réflexion doit se produire avec une plus grande liberté d'esprit que celle qui existe en général en Europe. L'Europe est trop prisonnière du politiquement correct ; et de l'intellectuellement correct. Et même parfois du scientifiquement correct. Il y a quelques mois, au cours d'un dîner présidé par une très grande personnalité politique européenne – de filiation socialiste et apparemment proche des Verts –, en parlant précisément de questions scientifiques et environnementales, cette personnalité a dit : « Maintenant que nous som-

mes seuls, nous pouvons dire que dans ces domaines nous devrions changer nos approches ». Maintenant que personne ne nous entend. Vous me direz que c'est habituel chez les politiciens, et vous aurez raison. Mais il est vrai aussi qu'un pays ou un continent où cette attitude domine tout et dure trop longtemps est condamné à reculer. Notamment si cette mentalité domine les médias.

On constate, néanmoins, une certaine réaction chez les principaux responsables politiques européens. Il y a trois semaines, à l'occasion de la séance du Forum hispano-allemand à Berlin, le chancelier Schröder a indiqué qu'il fallait à l'Europe une bien plus grande « *industrielle Entwicklung* ». Beaucoup plus de développement industriel. Et le 20 septembre, MM. Chirac, Schröder et Blair ont écrit une lettre au Président de la Commission Européenne, M. Prodi, à propos du danger de faire supporter trop de « *burdeus* », trop de charges, à l'industrie européenne. Et faisant retentir l'alarme du « *risk of desindustrialisation* ». Du risque de désindustrialisation.



Si je ne peux éviter de lancer quelques signaux d'alarme malgré ma prudence pour ne pas tomber dans le catastrophisme et pour ne blesser aucune susceptibilité, c'est parce que je crois qu'il y a effectivement des raisons d'alarme. Mais aussi parce que je pense que l'Europe a des points forts et des atouts. J'en ai déjà cité quelques-uns. J'ai dit qu'il s'agissait d'une impressionnante *success story*.

Permettez-moi de vous en citer un autre. L'entente franco-allemande, qui a hiberné quelques années, sem-

ble ressurgir. Sans cette entente, l'UE ne peut pas progresser. Et le fait qu'elle ait repris est une bonne nouvelle. Mais, pour le moment, elle le fait d'une manière qui n'inspire pas suffisamment confiance et qui ne lui permet pas d'exercer pleinement le leadership. Mais, malgré tout, c'est une bonne nouvelle.

Une autre bonne nouvelle pourrait être également le fait que le conflit d'Irak a éveillé l'opinion publique européenne – installée depuis longtemps dans le conformisme et la commodité – et lui a fait comprendre les inconvénients de la division européenne et la nécessité de créer une réalité politique européenne (bien plus unifiée que l'actuelle) capable, si ce n'est d'être le contrepoids des USA, d'empêcher au moins que l'unilatéralité s'impose. Ceci pourrait être possible, bien que pour le moment les choses ne suivent pas cette voie. Mais la France et l'Allemagne doivent être conscientes qu'elles ont une très grande responsabilité en ce sens.

Tous les empires ont des limites, les USA aussi. Ils ne finissent pas toujours par échouer à cause de l'opposition d'un autre empire ou d'une coalition d'adversaires. Ils échouent souvent à cause d'un *overstretching*, c'est-à-dire, à cause d'une action militaire ou économique trop poussée ou simplement d'un problème d'acceptation de la part de leur propre opinion publique. Ceci arrivera également aux États-Unis. En fait, c'est déjà en train de se produire. Quand ce sera tout à fait évident – évident aussi pour les USA – l'Europe, l'ONU aussi et la multilatéralité pourront rejouer un rôle. À condition que l'Europe et l'ONU aient préparé une proposition. Elles ne devraient pas se limiter à dire « nous le disions bien », que ce soit par revanche infantile ou par incapacité à récupérer leur unité. Le professeur Touraine a raison

quand il dit – et il l’a écrit il y a quelques jours – que, face à leurs échecs, les USA n’ont qu’un seul allié important : l’incapacité des Européens à agir.

J’insiste, l’Europe a une grande responsabilité dans tout ceci, mais surtout la France. Elle a souvent réclamé le leadership. Elle pourrait peut-être l’avoir mais elle doit inspirer davantage confiance à l’ensemble de l’Europe. Elle ne peut pas donner la sensation que l’Europe est, pour elle, une manière habile de récupérer un rôle hégémonique qu’elle ne peut pas jouer toute seule.

Quoiqu’il en soit, le fait de ne pas inspirer confiance n’est pas un défaut uniquement français. Il est assez répandu en Europe. Car nous avons perdu le sens européen de la globalité. Vous me direz que j’en suis resté à l’époque de Robert Schumann, d’Adenauer et de Jean Monnet. Ou un peu plus tard, de Kohl, de Mitterrand et de Delors. Mais je parle de la sorte non pas par nostalgie mais parce que l’attitude dominante au sein des États en Europe est d’agir seulement lorsqu’il y a des bénéfices à encaisser directement et immédiatement. Ces bénéfices directs existaient avant mais il y avait une vision d’un plus grand ensemble, d’un plus grand bénéfice général qui n’existe plus. Et la dérive, la tendance intergouvernementale aujourd’hui dominante, ne va pas corriger ce fait.



Pour finir, je souhaite revenir à ce que je vous disais au début : l’histoire de l’Europe des 50 dernières années est une *success story*. Je ne vais pas répéter les faits qui justifient cette affirmation. C’est pour cela – parce que c’est une *success story* –, et par volontarisme, que je con-

tinue à croire aux possibilités européennes. Rien n'est pas perdu si l'on ne baisse pas les bras.

Nous ne savons pas ce qui se produira dans le monde au cours des 20-25 années à venir. L'unilatéralité américaine échouera probablement. Il est possible qu'une alliance stratégique d'une grande importance s'établisse entre l'Union Européenne et la Russie. Nous ne savons pas avec exactitude le rôle que jouera la Chine dans 20 ans. Nous ne savons pas comment aura évolué l'Islam. Mais nous savons que, quoi qu'il arrive, l'Europe ne pourra pas s'en bénéficier si elle a baissé les bras ou, simplement, si elle n'a pas su résoudre ses problèmes et ses interrogations.

Merci de votre attention.